

# MARXISME ET IMPACTS CLIMATIQUES DU CAPITALISME : REPENSER L'ADAPTATION EN CONTEXTE DE CRISE CLIMATIQUE

**KOUADIO Yao Luc-Maligue**

Université Alassane Ouattara (Bouaké-Cote d'Ivoire)

Doctorant, Philosophie politique et sociale

[luckouadio78@gmail.com](mailto:luckouadio78@gmail.com)

## **Résumé :**

Face aux enjeux environnementaux et socio-économiques de la crise climatique, il est judicieux d'examiner l'adéquation des stratégies d'adaptation actuelles, en affirmant leur inefficacité au sein du système capitaliste. En s'appuyant sur une grille d'analyse inspirée par le marxisme, qui lie la crise environnementale à l'essence du capitalisme, nous démontrons que les causes profondes de la crise climatique sont systémiques et inhérentes à la logique d'accumulation du capital. Les méthodes critiques et dialectiques nous seront utiles pour montrer l'importance des perspectives marxistes axées sur la redéfinition des rapports de production et des relations avec la nature. Nous soutenons qu'une approche marxiste est impérative pour mettre en lumière les contradictions du capitalisme, et proposer des pistes d'adaptation véritablement transformatives et conséquentes.

**Mots-clés :** adaptation, capitalisme, crise climatique, marxisme

## **Abstract:**

Faced with the environmental and socio-economic challenges of the climate crisis, it is judicious to examine the adequacy of current adaptation strategies, asserting their inefficiency within the capitalist system. Drawing on an analytical framework inspired by Marxism, which links the environmental crisis to the essence of capitalism, we demonstrate that the profound causes of the climate crisis are systemic and inherent to the logic of capital accumulation. Critical and dialectical methods will be useful to show the importance of marxist perspectives focused on redefining production relations and relationships with

nature. We argue that a Marxist approach is imperative to highlight the contradictions of capitalism and propose truly transformative and consequential adaptations paths.

**Keywords :** adaptation, capitalism, climate crisis, marxism

## **Introduction**

L'humanité se trouve à un carrefour existentiel, car elle est confrontée à une crise climatique d'une ampleur sans précédent qui se manifeste par des événements comme les vagues de chaleur, les sécheresses, les inondations et les tempêtes. Cette crise menace les fondements mêmes de la civilisation et de la vie sur Terre. Face à cette menace systémique, les réponses politiques et sociétales se sont souvent cantonnées dans des stratégies d'adaptation socio-économiques et techniques qui, bien qu'essentielles pour la protection de la planète, demeurent largement insuffisantes et circonscrites à des ajustements au sein du système économique et socio-politique actuel. La persistance et l'aggravation de la crise climatique impose une reconsidération critique des fondements de ce système. C'est dans ce contexte que l'analyse marxiste se révèle être une grille de lecture indispensable. Elle permet d'ancrer la crise climatique dans les rapports sociaux de production et d'appropriation du capital. Dès lors, dans quelles mesures la critique marxiste, en raison des débordements climatiques du capitalisme, peut-elle contribuer à une adaptation efficiente de l'humanité ? Répondre à cette question nécessite qu'on se pose trois autres questions. En quoi le capitalisme est-il un facteur de la dégradation écologique ? Pourquoi dit-t-on que les approches d'adaptation capitaliste sont-elles limitées ? En quoi les perspectives marxistes peuvent-elles favoriser des stratégies d'adaptation transformatives et révolutionnaires ? Dans l'optique de repenser l'adaptation, il faut savoir qu'une approche marxiste est indispensable, non seulement pour dévoiler les contradictions profondes qui sous-tendent cette crise, mais aussi pour proposer des voies d'adaptation véritablement transformatives et conséquentes. La méthodologie d'analyse s'inscrit dans une approche critique et dialectique. Elle favorisera l'examen des contradictions internes du capitalisme et permettra de comprendre pourquoi les solutions proposées par le capitalisme restent fondamentalement superficielles et incapables de s'attaquer aux racines de ladite crise. Aussi, elle permettra de s'inscrire dans une vision

de dépassement de la compréhension superficielle de l'adaptation, pour proposer une alternative radicalement transformative.

## **1. Le capitalisme : une force motrice de la dégradation écologique**

Le marxisme, théorie d'analyse socio-économique et politique du développement de la société à travers la lutte des classes, permet de saisir à l'ère de l'urgence écologique la manière dont la logique interne du capitalisme occasionne la destruction environnementale. Ce système est permanemment en contradiction avec les équilibres écologiques de la planète, et cela mène directement à une crise écologique globale et systémique.

### **1.1. Les catégories antiécologiques du capitalisme**

Avec le marxisme, la dégradation actuelle de la nature se saisie comme une conséquence directe de la logique d'exploitation du système capitaliste. Cette logique est axée sur deux facteurs qui sont l'accumulation sans fin et l'extraction illimitée. C'est en cela que M. Amon (2019, p. 29) affirme que « la logique propre au capitalisme s'articule fondamentalement autour de la logique de l'accumulation du capital ». Il y a au sein du capitalisme un impératif d'accumulation du capital sans fin et une course effrénée à la croissance et au profit qui ne connaît pas de limite en soi ; cela se perçoit à travers des phénomènes économiques tels que la mondialisation, la financiarisation de l'économie et l'obsolescence programmée. Le capitalisme n'a d'égard que pour l'accumulation. Il soumet toutes les ressources à sa logique d'accumulation, qui d'ailleurs met en évidence son caractère insatiable et sa tendance à l'excès. K. Marx (1969, p. 39) met cela en évidence quand il affirme : « la richesse des sociétés dans lesquelles règne le mode de production capitaliste s'annonce comme une « immense accumulation de marchandises » ». Cette dynamique capitaliste exige une extension constante de la production, de la consommation et des marchés. Cela se traduit par une logique d'extraction illimitée des ressources naturelles. Pour croître, le capitalisme a besoin de produire ; d'où sa relation étroite avec

l'industrie. La production industrielle capitaliste nécessite un emploi constant, intensif et excessif des forces productives, c'est-à-dire les moyens de production et la force de travail humaine. La quintessence de cette production réside dans l'exploitation industrielle des matières premières à l'échelle mondiale. Le capitalisme produit non pour combler des besoins vitaux mais pour accumuler le profit.

L'accumulation sans fin et l'extraction illimitée sont stimulées par la consommation excessive et compulsive ; c'est pourquoi le capitalisme s'évertue à construire une société de consommation. Il établit des systèmes de consommation extrêmement abusifs qui influencent négativement les sociétés en changeant les conceptions qu'elles ont d'elles même et le rapport qu'elles entretiennent avec la nature. « La consommation compulsive est un des moteurs essentiels du processus d'expansion et de « croissance » à l'infini qui caractérise, depuis toujours, le capitalisme moderne et nous conduit actuellement, à une vitesse grandissante vers l'abime du réchauffement global » (M. Löwy, 2011, p. 69). La consommation compulsive est l'une des preuves du processus expansionniste du capitalisme et de son impact sur les équilibres écologiques et surtout sur le climat. Dès lors, il s'avère que la dynamique expansionniste du capitalisme n'établit pas de limite entre lui et la nature.

Le capitalisme et sa logique destructrice se mondialisent, et transcendent les limites que les différentes sociétés ont établi entre elles et la nature, de sorte « qu'une vague dépressive partie d'un point du globe, répercutée de proche en proche, peut désormais faire le tour de la planète, tout en gagnant en puissance dévastatrice » (K. Marx, 2009, p. 30). Cela se solde par une pression constante exercée sur les ressources naturelles et les grands équilibres écologiques. Cette tendance du capitalisme laisse largement entrevoir qu'il héberge en son sein une logique systémique d'exploitation et de production qui constitue le moteur de la dégradation environnementale. « La pulsion du capital qui le pousse à l'exploitation des forces naturelles connaît ni frein ni mesure » (K. Saïto, 2021, p. 154). Les impératifs de rentabilité le conduisent toujours à faire fi des limites de la planète et des besoins réels de l'humanité pour réaliser l'accumulation. Cette dérive rend ainsi nécessaire la décroissance et l'établissement d'une économie de bien commun.

Sous le système capitaliste, le milieu naturel est constamment réduit à une simple marchandise. À l'ère du capitalisme, la nature a perdu sa valeur intrinsèque et son statut d'élément vital au profit d'une valeur d'échange. Elle n'a de valeur lorsqu'elle peut générer du profit. Elle tombe dans les sillons de la marchandisation capitaliste. Tout comme la force de travail de l'ouvrier, le milieu naturel est réifié et « ravalé au rang de marchandise » (K. Marx, 1962, p. 55). Sous le système capitaliste, la nature est dévalorisée et réduite à une marchandise. Partout sur la planète, les capitalistes négocient son prix et la mettent en vente selon leur bon vouloir.

Cette marchandisation de la nature s'accompagne d'une fétichisation de la marchandise. La fétichisation de la marchandise est l'idée selon laquelle sous le capitalisme, la marchandise, c'est-à-dire un objet produit pour être vendu, semble avoir une qualité intrinsèque et un pouvoir mystique qui occultent le travail humain qui l'a produit. « Le culte de la marchandise est l'un des piliers du capitalisme » (M. Löwy, 2011, p. 70). Cette fétichisation de la marchandise illustre comment la logique du capital transforme tout en objet de profit y compris les fonctions vitales des écosystèmes. Il les réduit à des services dont la valeur est calculée et monnayée. Rejoignant la critique de la marchandisation de la nature, Karl Polanyi soulignait que la nature a été transformée en "marchandise fictive". Ce terme montre que la nature est considérée et traitée comme un objet d'échange plutôt que comme un élément fondamental à la vie et essentiel pour l'équilibre des interactions sociales. Ce traitement infligé à la nature pousse les sociétés modernes à faire fi de la protection des équilibres écologiques et à procéder à leur surexploitation.

## **1.2. De la rupture métabolique au capitalocène**

La rupture métabolique est un concept essentiel de la dimension écologiste du marxisme. Ce concept tiré des observations de Marx sur l'agriculture et la dégradation des sols met en lumière la perturbation du métabolisme entre les humains et la nature sous l'action du capitalisme industriel. C'est à partir des travaux du chimiste et agronome allemand Justus Von Liebig qu'il constitue sa thèse de la rupture métabolique. K. Marx (1969, p. 181) affirme d'ailleurs que « c'est l'un des mérites immortels de Liebig d'avoir fait

ressortir amplement le côté négatif de l'agriculture moderne au point de vue scientifique ». L'agriculture capitaliste, en cherchant à maximiser son profit, engendre une perturbation au niveau des cycles naturels et crée un déséquilibre écologique.

Du point de vue historique, l'agriculture s'inscrit dans un cycle métabolique où elle restituait à la terre tous les nutriments qu'elle lui prélevait. Cependant, avec l'agriculture industrielle capitaliste à grande échelle, ce cycle a été rompu. Le but final n'est plus la durabilité des terres, mais la production massive pour le marché. D'où l'exploitation intensive des nutriments du sol sans une réelle perspective de compensation. Marx a mis en évidence comment cette extraction des nutriments du sol pour le compte du profit capitaliste ne permettait pas leur retour à la terre. Il affirme d'ailleurs que « la grande propriété foncière[capitaliste] (...) crée ainsi des conditions qui provoquent un hiatus irrémédiable dans l'équilibre complexe du métabolisme (...) composé par les lois naturelles de la vie ; il s'ensuit un gaspillage des forces du sol » (K. Marx, 1976, p. 735). Cette tendance produit dès lors le brisement des cycles naturels de régénération des sols, leur pollution et leur épuisement.

John Bellamy Foster a profondément développé le concept de rupture métabolique chez Marx. Pour lui, l'incapacité à restituer au sol les nutriments qui y sont extraits, n'est pas dû à un oubli, mais est une conséquence du capitalisme, car celui-ci traite la terre non pas comme un système vivant, avec lequel interagir, mais comme une ressource inépuisable à exploiter. Il dit en substance :

Marx utilise le concept de rupture métabolique pour saisir l'aliénation matérielle des êtres humains vis-à-vis des conditions naturelles de leur existence dans le capitalisme. Affirmer que l'agriculture capitaliste à grande échelle créait une rupture métabolique entre les êtres humains et la terre revenait à affirmer que les conditions fondamentales de la préservation de la terre étaient violées. (...) L'incapacité à restituer au sol ses nutriments trouvait sa contrepartie dans la pollution des villes et l'irrationalité des systèmes d'égouts modernes ». (J.B. Foster, 2011, p. 62).

Foster illustre que la rupture métabolique engendre la pollution et l'insalubrité dans les villes. Il montre que le système d'égout moderne, des dispositifs conçus pour évacuer les déchets rapidement, participent activement à la pollution des sols en déconnectant davantage les nutriments de leur cycle naturel de réintégration. Ils transforment ce qui pourrait être une

ressource fertilisante en un problème environnemental, qui pollue et dégrade les écosystèmes.

La dimension actuelle de la rupture métabolique montre que l'humanité est devenue une force géologique, qui bouleverse les équilibres de la planète. En effet, l'humanité est désormais identifiée comme une puissance géologique à part entière. D'où l'anthropocène. Aujourd'hui, l'anthropocène est présenté comme le résultat direct du capitalisme et de son mode de fonctionnement. C'est l'impact combiné de ce système économique et de sa consommation d'énergie qui a engendré cette nouvelle ère géologique. Elle mérite donc d'être appelée capitalocène. Ce concept illustre bien le fait que l'anthropocène est dominé par les perspectives d'exploitation du capitalisme et non par celles de l'humanité dans son universalité. Le capitalocène met directement en lumière les fondements du capitalisme et la manière dont ses principes internes ont entraîné le déséquilibre temporel entre les activités humaines et les écosystèmes. « Le capitalocène convoque ainsi d'emblée les premières formes du capitalisme, et ses logiques au rendez-vous du choc actuel des temporalités sociales et écologiques ». (M. Aglietta, 2019, p. 454).

Les transformations écologiques, biophysiques et géologiques profondes observables ne sont donc pas le fait de toute l'humanité, mais une configuration historique spécifique des relations de production, de consommation et de pouvoir propre au système capitaliste. C'est cette technostruture orientée vers le profit qui a causé le basculement du système Terre dans l'anthropocène. « Le changement de régime géologique est le fait de « l'âge du capital » bien plus que le fait de « l'âge de l'homme » dont nous rebattent les récits dominants » (C. Bonneuil et J-B. Fressoz, 2013, p. 247). À partir de ce constat, il s'avère que c'est la logique d'accumulation, l'impératif de croissance et de marchandisation du capital, qui provoque des dégradations environnementales et la crise climatique à l'échelle planétaire.

## **2. Les limites de l'adaptation capitaliste en contexte de crise climatique**

Les approches capitalistes de l'adaptation présentent des limites profondes qui exacerbent la crise climatique. Ces approches, guidées par des procédés techniques et des mécanismes de

marché, enclenchent un nouveau cycle de dégradation de la nature, d'accumulation et de reproduction du capital.

## **2.1. La géo-ingénierie, une stratégie d'adaptation controversée**

Face aux effets de la crise climatique, le capitalisme tente de se donner une image positive en prenant des initiatives en faveur de l'adaptation. Cependant, l'adaptation telle que penser par le capitalisme tend à se concentrer sur des solutions techniques pour faire face aux défis climatiques. Ces solutions promues par le capitalisme considèrent que les problèmes environnementaux ne peuvent qu'être exclusivement résolus par des solutions purement techniques. Cette tendance prométhéenne est la raison d'être de l'usage de la géo-ingénierie. La géo-ingénierie ou l'ingénierie du système Terre est la modification ou la manipulation intentionnelle de l'environnement et surtout du climat. Elle consiste à modifier l'environnement à l'échelle planétaire pour lutter contre les effets du changement climatique. Elle a un but correctif car elle favorise des interventions techniques à grande échelle pour absorber ou capter de grandes quantités de carbone. « Pour les promoteurs de la géo-ingénierie, nous avons déjà tellement interféré avec le système Terre en rejetant des gaz à effet de serre dans l'atmosphère qu'il semble logique d'user de ce pouvoir d'interférence pour corriger nos erreurs » (N. Klein et R. Steffo, 2021, p. 160). L'expansion des possibilités offertes par la technique permet au capitalisme de faire croire aux hommes qu'ils ont actuellement la capacité de façonner et d'influencer la nature, et plus particulièrement le système climatique. Ainsi, aujourd'hui l'humanité choisit « d'essayer de réguler l'ensemble du système par la géo-ingénierie ». (C. Bouton, 2022. p. 128). Selon Paul Crutzen, pour s'adapter au réchauffement climatique, les hommes doivent élaborer des projets de géo-ingénierie à grande échelle afin de contrôler le climat. En effet, il est

Le premier auteur à avoir défendu officiellement la géo-ingénierie (...). Pour lui, l'Anthropocène est une époque qui se caractérise à la fois par l'impact négatif de l'homme sur la nature à une échelle inédite et par son pouvoir de résoudre ce problème. Ce que l'homme a fait, il peut le défaire. (C. Bouton, 2022. p. 281).

Pour lui, il faut ériger l'humanité en une force géologique qui décide de la forme que doit prendre le milieu naturel.

Bien que la géo-ingénierie semble être investie dans une mission noble, celle de rétablir la stabilité du système climatique, il n'en demeure pas moins qu'elle comporte des risques énormes. Elle n'est pas infaillible. Elle est une stratégie risquée qui peut engendrer des problèmes éthico-techniques, compromettant ainsi l'objectif de l'essor de la technique, c'est-à-dire bâtir un monde à visage humain et non de le déchanter. En effet, vouloir sauver l'humanité des conséquences de la technique à l'aide de la technique, des conséquences de l'industrialisation grâce à des procédés industriels, c'est faire preuve d'ignorance, de négligence vis-à-vis des problèmes auxquels sont confrontées l'humanité et la nature. Si les projets de géo-ingénierie sont mis en œuvre, de nouveaux effets indésirables surviendront, potentiellement plus grave que les problèmes qu'ils sont censés résoudre.

Le principal défaut de la géo-ingénierie est qu'elle représente une menace pour l'humanité. Puisqu'elle vise à modifier le fonctionnement naturel de la planète, une erreur, un effet inattendu d'un tel procédé pourrait aggraver la crise globale que ledit procédé est censé corriger. (T. Lefèvre, 2016, p. 225).

De plus, les divers processus planétaires étant étroitement liés, toute modification d'un processus aura des impacts négatifs sur un ou plusieurs autres processus. Par conséquent, en tentant de manipuler le climat, il est inévitable que cela ait des répercussions sur d'autres processus terrestres comme la biodiversité. Au demeurant, la solution d'adaptation à partir des ajustements techniques est une solution qui se concentre sur le comment s'adapter sans prendre en compte la vulnérabilité et identifier les responsables de la crise. Cette solution vise à maintenir les prérogatives économiques et sociales du système capitaliste qui génère les contraintes climatiques, sans chercher à le transformer. En se focalisant sur ces ajustements ponctuels, ce type d'adaptation élude l'impératif de remise en cause du mode de production et de consommation à l'origine de la crise.

## **2.2. Les conceptions financières de l'adaptation capitaliste**

L'humanité est à la recherche de solutions capables de l'aider à surmonter l'épreuve de la crise climatique. Cette initiative la conduit à développer des perspectives basées sur la rationalité financière. Ainsi, il n'est pas surprenant de voir émerger des politiques d'adaptation orientées par la logique du capital. Dans ce sillage la financiarisation de

l'adaptation, une conséquence directe de la logique d'accumulation du capital, apparaît comme l'une des manifestations les plus essentielles de l'intégration de la crise climatique dans la logique capitaliste. La financiarisation de l'adaptation met en exergue le fait que les efforts des sociétés pour s'adapter aux impacts de la crise climatique sont traités comme de nouvelles opportunités d'investissement et de profits. Cette logique illustre le fait que l'humanité fait face à « une économie capitaliste irresponsable, qui ne croit pas à rendre compte à la communauté humaine future, ni à la nature qui subit de façon muette les dommages infligés » (H. Pena-Ruiz, 2018, p. 163). Le capitalisme considère la crise climatique comme une opportunité pour créer de nouveaux marchés et pour générer des profits plutôt que de la traiter comme un problème environnemental et social. Pour les partisans de cette approche, le système capitaliste peut être adapté pour prendre en compte les questions environnementales en attribuant une valeur marchande à la nature. Ils estiment que l'économie de marché possède des mécanismes d'autorégulation qui ont la capacité d'assurer la gestion efficace des problèmes environnementaux, voire d'améliorer les conditions environnementales.

La financiarisation de l'adaptation se traduit généralement par le développement d'instruments d'assurance, de prêt vert et de fonds d'investissement destinés aux projets climato-compatibles. L'un des projets les plus célèbres de cette financiarisation de l'adaptation est le marché de carbone. Il permet aux entreprises d'acheter et de vendre des crédits de carbone dans le but de leur permettre de réduire leur émission de gaz à effet de serre.

Le marché du carbone, (...) vise à intégrer à l'économie un type de pollution particulier, les émissions de CO<sub>2</sub>, en incitant les entreprises à en émettre moins. Plus généralement, il s'agit de donner une valeur marchande aux ressources, aux rejets et au traitement des déchets et de la pollution. (T. Lefèvre, 2016, pp. 118-119).

Les marchés de carbone sont des solutions inadaptées pour réduire les émissions de gaz à effet de serre. Ces marchés permettent aux entreprises de polluer encore plus en achetant des permis, plutôt que de modifier leurs pratiques. Cela détourne l'attention des réformes profondes nécessaires et transforme l'atmosphère en une marchandise lucrative pour le capital financier. Ainsi, la logique financière du capital privilégie en contexte

d'adaptation les projets à but lucratif, où les impératifs de rentabilité peuvent supplanter les besoins réels de la nature et des populations vulnérables.

La financiarisation de l'adaptation contribue activement au renforcement d'un « capitalisme de l'adaptation » qui ne fait que légitimer et perpétuer le système actuel plutôt que d'œuvrer pour sa transformation. Elle a inspiré les perspectives de verdissement du capitalisme. En effet, le cœur de l'approche néolibérale de l'adaptation à la crise écologique et plus particulièrement à la crise climatique est, la conviction en la possibilité de l'établissement d'une croissance verte et d'un découplage absolu entre la croissance économique et la consommation des ressources naturelles, ou les impacts environnementaux. Cette idée véhicule l'argument selon lequel grâce aux innovations technologiques, aux mécanismes de marché et à l'efficacité énergétique, il est possible de poursuivre la croissance économique tout en réduisant les émissions de gaz à effet de serre et la pression accrue sur les ressources naturelles.

Cependant, cette alternative de croissance verte et de découplage est de plus en plus remise en question. Selon H. Tordjiman (2021, p. 11), « nous mettons aujourd'hui tous nos espoirs dans (...) la « croissance verte » et maintenant un « Green New Deal », qui sont une continuation du capitalisme industriel adjoint de quelques rustines « vertes » ». En ce sens, la croissance verte et le découplage absolu sont des mythes. En effet, à bien les analyser, il s'avère que malgré les améliorations en cours, la croissance économique globale ne cesse de s'accompagner d'une croissance de la consommation de ressources naturelles et de la pollution. « Marx indiquait déjà les conséquences politiques [et écologique] d'une telle conception qui réduirait la pratique politique [et économique] à une simple adaptation (...) incapable d'envisager la transformation sociale du monde humain » (T. Haug, 2018, p. 67). Ainsi, le mythe de la croissance verte permet de légitimer le maintien et les activités du système économique actuel en empêchant l'adoption de plans de transformation radicaux à long terme.

### **3. Repenser l'adaptation à travers une perspective marxiste : vers des stratégies transformatives**

Face aux contradictions et aux insuffisances de l'adaptation élaborée par le capitalisme, une approche marxiste s'impose pour envisager l'adaptation comme un processus de transformation radicale des rapports sociaux, économiques et écologiques.

#### **3.1. La reconnaissance des inégalités d'exposition et de capacité d'adaptation**

L'adaptation au changement climatique ne peut être un sujet neutre ou technologique, mais plutôt un domaine où les rapports de pouvoir, les injustices historiques et les inégalités sociales jouent un rôle de premier plan. Vu sous cet angle, l'adaptation au changement climatique doit être abordée de manière à prendre en compte l'ensemble de ces facteurs afin de promouvoir une justice climatique et sociale. En effet, la vulnérabilité aux conséquences du changement climatique n'est pas le fruit du hasard, mais est liée aux inégalités économiques et sociales. Une approche marxiste révèle que les classes et les populations marginalisées sont les plus exposées aux impacts des événements climatiques. Également, ces populations sont celles qui ont le moins de ressources économiques, politiques et sociales pour se protéger et s'adapter, puisqu'elles sont généralement privées de la plus-value que procure leur travail. N. Klein et R. Steffoff (2021, p. 61) font remarquer ce cas lorsqu'elles affirment :

Le fait qu'après l'ouragan Katrina les citoyens les plus pauvres du pays aient été plusieurs fois dépouillés au bénéfice des grands entrepreneurs est un exemple criant d'injustice climatique. Ils avaient déjà payé le prix fort en habitant dans les quartiers les plus touchés par la catastrophe. Puis ils l'ont à nouveau payé lorsque les opérations de secours ont servi de prétexte à subventionner des entreprises. Ils l'ont payé une troisième fois lorsque le gouvernement, pour financer ces subventions, a taillé dans les rares programmes nationaux d'aide aux chômeurs et aux travailleurs pauvres.

Les autrices estiment que les citoyens les plus pauvres ont été touchés de manière disproportionnée par la catastrophe et ont été doublement pénalisés, car les secours ont amplement bénéficié aux multinationales plutôt qu'aux victimes, et les programmes d'aide

ont été réduits pour financer ces subventions. Cela prouve que les plus vulnérables paient le prix fort face aux catastrophes climatiques et aux politiques qui suivent.

La crise climatique agit comme un multiplicateur d'inégalités, où les impacts de l'inaction et de l'adaptation néo-libérale pèsent de manière disproportionnée sur les classes les plus vulnérables. « Ce système est donc nécessairement fondé sur le maintien et l'aggravation d'inégalités criantes » (M. Löwy, 2011, p. 18). Une adaptation juste nécessite à cet effet de reconnaître et de corriger ces déséquilibres. Autrement dit, il faut s'attaquer aux causes profondes des inégalités sociales et économiques qui rendent ces populations plus exposées et moins capables de s'adapter aux conséquences de la crise climatique. « En bref, nous avons besoin de solutions jamais tentées à grande échelle et, par-dessus tout, d'une société où le bien-être prime la croissance économique. Alors, seulement en aurons-nous fini avec le déferlement et l'injustice » (N. Klein et R. Steffoff, 2021, p. 195). Autrement dit, sortir de l'impasse climatique nécessite une transformation profonde des valeurs sociétales et du système économique actuels.

### **3.2. La nécessité d'une redistribution des ressources et des responsabilités**

Une adaptation juste et efficace au changement climatique n'est pas un simple réajustement technique et économique, mais une transformation révolutionnaire des rapports de production et des structures de pouvoir. Cela exige une redistribution radicale des ressources et des responsabilités. Dans une perspective marxiste, cette initiative reflète la critique de l'accumulation du capital et de la concentration des richesses et du pouvoir entre les mains de la minorité capitaliste. Marx insiste sur le fait que cette concentration est indéniablement le résultat de l'exploitation du travail et de l'appropriation privée des moyens de production. Il faut alors s'attaquer à ces racines afin de rendre l'adaptation plus équitable. Ces mécanismes de concentration de la richesse et du pouvoir doivent être démantelés et remplacés par la saisie collective des moyens de production dont le but est de favoriser « une redistribution planétaire de la richesse et (...) un développement en commun des ressources, grâce à un nouveau paradigme productif » (M. Löwy, 2011, p. 56).

La perspective de redistribution nécessite le recours à la théorie marxiste de l'appropriation collective des moyens de production. En effet, pour Karl Marx, la solution aux contradictions du système capitaliste réside dans la socialisation des moyens de production. Ces moyens de production doivent donc passer de la propriété privée à la propriété collective, afin qu'ils servent à l'intérêt général plutôt que le profit individuel. Dès lors, « il faut organiser et promouvoir la production (coopérative, nationalisation, socialisation et collectivisation de la production et de la distribution) ». (K. Marx et F. Engels, 1970, p. 26). Dans le contexte climatique, cette socialisation des moyens de production signifierait que les infrastructures, les technologies et toutes les ressources nécessaires à l'adaptation ne soient pas sous le contrôle des entreprises privées, mais sous celui de la collectivité. « Et Marx précise : « [...] les peuples (...) n'aspirent qu'à briser leurs chaînes en remplaçant la production capitaliste par la production coopérative et (...) la propriété communiste » » (H. Pena-Ruiz, 2018, p. 234). L'idée est de démocratiser l'accès à la gestion des outils et des moyens nécessaires pour s'adapter aux défis actuels, en les soustrayant à la logique du capitalisme pour les placer sous le contrôle de la collectivité ; afin de garantir l'intérêt commun.

La démocratisation économique – qui implique la socialisation des forces productives – signifie que les grandes décisions concernant la production et la distribution ne sont pas prises par les « marchés » ni par un Politburo, mais par la société elle-même, après un débat démocratique et pluraliste, où s'opposent des propositions et des options différentes. Elle est la condition nécessaire de l'introduction d'une autre logique socio-économique, et d'un autre rapport à la nature. (M. Löwy, 2011, pp. 56-57).

La justice climatique apparaît dans ce sillage marxiste comme une exigence de transformation systémique, qui va au-delà d'une simple réparation. Elle implique une révolution des rapports sociaux de production. Pour que cette justice soit une réalité, il faut qu'elle s'approprie le concept de la lutte des classes en l'intégrant dans la question de la gestion de la dette écologique. En effet, la dette écologique des pays du Nord envers ceux du Sud peut être interprétée comme une conséquence de l'impérialisme capitaliste, où les nations industrialisées ont accumulé leur richesse en exploitant abusivement les ressources naturelles et la main d'œuvre des pays de la périphérie. L'imposition des coûts aux principaux pollueurs et profiteurs ainsi que la réorientation des flux de richesse vers les populations affectées

s'inscrivent dans une logique de lutte des classes, où le prolétariat et les populations opprimées exigent que les bourgeois ou les détenteurs du capital assument les conséquences de leur système ; ceci dans le but de bâtir une société plus égalitaire. « Les pays les plus riches et les plus développés devraient payer leur dette climatique aux nations les plus pauvres et les moins développées afin de s'acquitter (...) de ce qu'ils leur doivent au regard de l'Histoire ». (N. Klein et R. Steffoff, 2021, p. 80). Cette redistribution, favorisée par le paiement de la dette, doit contribuer au partage équitable des savoirs, pour la formation des compétences et l'adaptation des systèmes éducatifs selon les besoins de chaque société, et au transfert des technologies vers les pays sous-développés. Tout en se faisant loin de l'influence des élites technocratiques et des grandes entreprises, cette redistribution est le reflet de la société sans classe de Marx, où la décision collective et démocratique remplacerait la domination des capitalistes. Une telle transformation favoriserait le dépassement des contradictions inhérentes au capitalisme et la construction d'une société véritablement juste et durable.

## **Conclusion**

L'heure est à la lucidité face aux effets de la crise climatique et à l'inefficacité des solutions capitalistes en cours d'exécution. L'urgence de la crise climatique, montre qu'il est impérieux de rompre avec les modes de pensée et d'action qui ont conduit à la catastrophe actuelle afin de mieux penser l'adaptation. L'élaboration des stratégies d'adaptation ne doit plus être le monopole du capitalisme, mais doit être imprégnée des perspectives marxistes. L'adaptation doit être inscrite au cœur des luttes sociales et écologiques. Pour y arriver, il faut comprendre que la crise climatique est la manifestation intrinsèque du capitalisme, un système aux caractéristiques antiécologiques qui a occasionné le capitalocène, une époque géologique qui prouve que la dégradation écologique est exclusivement liée au capitalisme. Face à la crise, les approches d'adaptations capitalistes sont limitées car elles s'appuient sur des solutions techniques et financières. Ces approches fondamentales du néolibéralisme prolongent la crise au lieu de la résoudre. Au regard de cette incapacité, il est important de repenser l'adaptation en la fondant sur une perspective marxiste. Cette perspective milite en

faveur d'une transformation radicale et efficiente. L'adaptation ne peut être efficace et juste qu'en s'attaquant aux racines capitalistes de la crise climatique en particulier et de la crise écologique en général. La pensée marxiste offre alors les outils conceptuels nécessaires pour réaliser ce type d'adaptation au-delà des considérations capitalistes. Elle permet de comprendre que la véritable adaptation n'est pas une simple gestion de la crise, mais une confrontation avec le système qui l'a occasionné, une exigence de changement radical et révolutionnaire qui touche aux fondements mêmes des sociétés contemporaines.

### **Références bibliographiques**

AGLIETTA Michel (dir), 2019, *Capitalisme. Le temps des ruptures*, Paris, Odile Jacob.

AMON Martin, 2019, *L'hybridation dans l'écologie politique de Marx : comment concilier naturalisation et humanisation ?* Paris, Edilivre.

BONNEUIL Christophe et FRESSOZ Jean-Baptiste, 2013, *L'évènement anthropocène*, Paris, Seuil.

BOUTON Christophe, 2022, *L'accélération de l'histoire. Des lumières à l'anthropocène*, Paris, Seuil.

FOSTER John Bellamy, 2011, *Marx écologiste*, trad. A. Blanchard, J. Gross et C. Nordmann, Paris, Amsterdam.

HAUG Timothée, 2018, « Le naturalisme critique de Marx et l'écologie », *Pensée*, n°394, pp. 64-77.

KLEIN Naomi et STEFOFF Rebecca, 2021, *Vaincre l'injustice climatique et sociale*, trad. C. Weis, Paris, Actes Sud.

LEFÈVRE Thierry, 2016, *Sortir de l'impasse : qu'est-ce qui freine la transition écologique?*, Montréal, Multimondes.

LÖWY Michael, 2011, *Écosocialisme. L'alternative radicale à la catastrophe écologique capitaliste*, Paris, Arthème Fayard.

MARX Karl, 1962, *Manuscrits de 1844*, trad. E. Bottigelli, Paris, Éditions Sociales.

MARX Karl, 1969, *Le Capital, tome I*, trad. J. Roy, Paris, Éditions Sociales.

MARX Karl, 1976, *Le Capital, tome III*, trad. Cohen-Solal et G. Badia, Paris, Éditions Sociales.

MARX Karl, 2009, *Les crises du capitalisme*, trad. J. Hebenstreit, Paris, Demopolis.

MARX Karl et ENGELS Friedrich, 1970, *Violence et constitution des États européens modernes*, trad. R. Dangeville, Paris, L'Herne.

PENA-RUIZ Henri, 2018, *Karl Marx, penseur de l'écologie*, Paris, Seuil.

SAÏTO Kohei, 2021, *La nature contre le capital. L'écologie de Marx dans sa critique inachevée du capital*, trad. G. Billy, Paris, Syllepse.

TORDJIMAN Hélène, 2021, *La croissance verte contre la nature. Critique de l'écologie marchande*, Paris, La Découverte.